

La Soci@le

Feuille mensuelle du Groupe de la
Métropole lilloise de la Fédération Anarchiste

Février 2003

METALEUROP : LEUR PROFIT DÉTRUIT NOS VIES



« Le conseil d'administration de Metaleurop S.A. (Metaleurop), réuni le 16 janvier 2003, a décidé de ne pas octroyer de nouveaux financements (prêts) à sa filiale Metaleurop Nord (Noyelles-Godault.) Cette décision a été prise afin d'assurer la stabilité financière du Groupe Metaleurop.

Compte tenu des pertes cumulées de 2001 et 2002 de Metaleurop Nord qui sont estimées à 97 millions d'euros, une importante restructuration de Metaleurop Nord a été initiée au mois de juillet 2002. [...]

Le conseil d'administration de Metaleurop S.A. a constaté que Metaleurop S.A. ne disposait pas des ressources financières suffisantes pour la réalisation du plan de restructuration de Metaleurop Nord. En conséquence le conseil d'administration a conclu qu'il ne pouvait pas fournir ce financement à Metaleurop Nord. Russ Robinson, le Président Directeur Général de Metaleurop S.A. rapporte que " cette décision a été difficile à prendre "[...]. »

16 janvier 2003 - Communiqué du conseil d'administration de Metaleurop.

Difficile pour qui ? Pour les cinq membres du conseil d'administration de Metaleurop SA ? Pour le trader Glencore, multinationale suisse qui possède 33 % des actions de Metaleurop et du pouvoir de décider de l'avenir des 830 salariés du site ? Sûrement pas, puisqu'ils nous annoncent un retour à la rentabilité de Metaleurop pour 2003 grâce à cette

liquidation, et que la valeur de l'action a déjà repris 10 %.

Insolvabilité organisée

L'usine Metaleurop de Noyelles-Godault, historiquement spécialisée dans le traitement du plomb et du zinc, avait commencé, avant l'arrivée de Glencore dans son capital, une restructuration de sa production (Suite p.2)

EDITO

Samedi 1er février, environ 4 000 personnes ont bravé la neige pour manifester à Lille contre la réforme des retraites. Le même jour, ils étaient au moins autant à Noyelles-Godault contre la fermeture prononcée de Metaleurop. Deux problèmes distincts, une même cause : l'appétit des actionnaires, ceux d'une firme multinationale comme ceux des fonds de pension, qui cherchent à s'approprier encore plus le produit du travail salarié.

Le gouvernement a beau jeu de s'ériger en pourfendeur des *patrons voyous*, fauteurs de pollutions au plomb comme au pétrole et de licenciements massifs, il tient brillamment son rôle dans la casse sociale généralisée. L'État supprime des milliers de postes dans l'Education Nationale. Il va rallonger la durée de cotisation des salariés du secteur public et offrir aux intérêts privés une part du pactole des retraites. Tout en parlant concertation, le gouvernement nie l'expression des salariés d'EDF-GDF qui ont refusé le projet de réforme de leurs retraites, et il réprime dans la violence toute forme nouvelle de contestation organisée. Ne nous laissons pas terroriser, organisons la riposte !

Retrouvez- nous sur <http://lille.cybertaria.org>

le monde
libertaire
Chaque jeudi en kiosque.

METALEUROP : LEUR PROFIT DÉTRUIT NOS VIES

(Suite de la Une) pour l'adapter aux marchés actuels. Elle était devenue le premier producteur mondial de matières utilisées dans les fibres optiques, écrans plats, téléphones portables. Glencore fait cesser cette production jugée peu rentable. Glencore impose les fournisseurs et les clients, qui sont souvent ses propres filiales. Ces contrats sont beaucoup plus chers, Glencore touche une commission au passage et oblige ses clients à acheter les mêmes produits à ses filiales chinoises. Faute de clients, la rentabilité de l'usine est déjà condamnée.

L'été dernier, le directeur est remercié 4 semaines après son arrivée alors qu'il avait réussi à relancer la production de plomb. Résultat jugé contraire aux intérêts financiers de Glencore, qui catapulte à la tête de sa filiale du Pas-de-Calais le directeur technique embauché 15 jours plus tôt.

Toujours trop coûteux pour ses propriétaires, Metaleurop annonce en juillet 2002 un plan de restructuration prévoyant 265 suppressions d'emploi. Aujourd'hui que la délocalisation des activités dans les pays aux conditions de travail les plus moyenâgeuses est prête, le plan de restructuration (coût estimé : 50 millions d'euros) est trop coûteux. Résultat : rideau à Noyelles-Godault.

L'État, pompier du patronat

L'usine, classée Seveso 2, est responsable d'une pollution hallucinante dans le secteur, dénoncée depuis 30 ans : oxydes de soufre et d'azote, plomb, zinc, cadmium dans l'air, l'eau et les sols. 45 km carrés touchés, 60 000 personnes concernées, plus de 80 enfants sont déjà condamnés à mort par le saturnisme. Et dire qu'on accuse les écolos d'avoir condamné l'entreprise ! Y a-t-il un choix entre la pollution et la misère ? En délocalisant dans les pays pauvres, les actionnaires sont sûrs de profiter des deux fléaux.

Maintenant qu'on sait à qui profite le crime, il va falloir décider qui va payer. L'*Autrement Dit*, journal des patrons du Nord - Pas-de-Calais, a trouvé la solution : « une mobilisation des pouvoirs publics, des collectivités locales et territoriales » pour mener « une politique de reconversion ». Une fois de plus, l'État, en bon allié du marché, est appelé à la rescousse par ceux-là mêmes qui l'accusent de freiner la sacro-sainte liberté d'entreprendre. Le gouvernement est d'accord mais a décidé, le couteau entre les dents, de défier le Grand Capital en annonçant des poursuites judiciaires contre le groupe sur les questions environnementales. En entamant une procédure judiciaire de plusieurs années



contre un groupe étranger, rien de plus facile pour l'État que de se poser en défenseur des ouvriers, comme eux impuissant devant la firme internationale.

Seule la lutte paiera

Les salarié-e-s, en tout cas, ne sont pas dupes. Ils savent qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces. Ils et elles ont d'abord constitué leur trésor de guerre en bloquant les expéditions, puis menacé de déverser du chlore dans la Deûle pour assurer au moins leurs paies de janvier et février.

Comme pour les ouvrier-ère-s de Daewoo à Mont-Saint-Martin, ceux de Cellatex à Givet, la menace sur la santé collective semble être devenue le seul moyen pour faire réagir ceux d'en face.

Ils savent que la solidarité sera leur meilleure arme, comme les employé-e-s de Testut à Béthunes, qui occupent leur usine depuis le 8 janvier pour obtenir 50 000 euros de prime de licenciement. Comme les 423 de Sollac Biache qui ont obtenu après 3 ans de lutte leur reclassement. Comme les salarié-e-s de Lu qui refusent la transformation de leur usine en un centre de télémarketing où ils n'auraient pas leur place et envisagent de reprendre l'usine en créant une Société Coopérative de Production (solution rejetée par la maison mère qui a préféré un autre sous-traitant).

Dans toutes ces entreprises, c'est l'accomplissement inévitable et flagrant de la logique capitaliste qui est à l'œuvre : après avoir vu leur santé bousillée par le travail et la pollution, ouvrier-ère-s et habitant-e-s sont abandonné-e-s à leur sort et d'autres se font exploiter ailleurs ! Marées noires, fermetures d'usine, même combat pour la rentabilité capitaliste. mêmes victimes !

★ **Grèves de la faim.** Après Bordeaux où, depuis décembre, des kurdes réclamaient leur régularisation, c'est au tour de Lyon de connaître un mouvement de grève de la faim. Depuis début janvier, 11 algérien-ne-s refusent de s'alimenter et réclament le droit au séjour.

★ **Indymedia Lille** a ouvert son site d'information indépendant sur les mouvements sociaux, la résistance à la globalisation capitaliste... Un bon moyen de se tenir au courant de l'actualité militante de la région lilloise. <http://lille.indymedia.org>

★ **Faites ce que je dis...** Alain Juppé a tourné casaque. Après avoir voulu allonger la durée de cotisation des retraites des fonctionnaires en 1995, il se montre maintenant partisan de l'abaissement de l'âge de la retraite et des 37,5 années de cotisations. Mais seulement pour sa gueule. Il vient de demander et d'obtenir sa retraite de la fonction publique à l'âge respectable de... 57 ans et demi.

★ **Une retraite bien méritée.** Robert Hue vient d'y être mis d'office par les électeurs de sa circonscription lors d'une législative partielle. Il pourra maintenant se consacrer pleinement à son jardin... ce qui fera nettement moins de dégâts que la gauche plurielle.

★ **Témoin gênant.** Habib avait été témoin du passage à tabac en pleine rue par la police d'un jeune du quartier Moulins à Lille. Ce dernier était accusé par la police d'un vol de vélo qu'il n'avait pas commis et il a été relaxé depuis. Mais Habib est lui inculpé d'outrage. Son procès, initialement prévu le 22 janvier a été repoussé au 19 mars.

TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER MOINS !

★ **La direction générale des Douanes, dans une note du 9 décembre dernier, recommandait aux douaniers de Roissy d'y aller doucement sur les contrôles sur les marchandises expédiées par l'entreprise américaine de transport de colis Federal Express (Canard enchaîné du 29 janvier). Au moment de l'offensive sarkozienne contre les sans papiers, qui a fait deux morts à Roissy, il était essentiel de rappeler que les frontières n'existent que pour les hommes et pas pour les marchandises.**

★ **Le procès devant les prudhommes des délégué-e-s de la CNT-La Redoute aura lieu le 20 mars. Ils et elles contestent les retenues sur leur salaire (150 euros mensuels sur leur smic) effectuées par la direction de cette entreprise qui ne reconnaît pas la section CNT.**

★ **Le procès en appel des 17 de Strasbourg s'est déroulé le 6 février à Colmar. Ils avaient été arrêtés lors d'une occupation du tribunal de Strasbourg en soutien à Ahmed Meghini, jeune lourdement condamné lors de la répression du camp No Border cet été. En première instance, le procureur avait requalifié les faits en « séquestration ». Mais le tribunal ne l'avait pas suivi et s'était déclaré incompetent. Cette fois-ci, le ministère public a retiré cette inculpation farfelue, se contentant d'une « violation de domicile » passible de deux mois de prison. Verdict le 27 février.**

★ **La bourse ou la vie ! L'action Fiat a connu un bond de 10% le jour de la mort de son président-fondateur Giovanni Agnelli. Une nouvelle méthode de redressement des entreprises en difficulté ? Chiche !**

Le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy a annoncé son intention de mener une réforme des retraites qu'il qualifie d'indispensable avant le début de l'été. A la clé : allongement de la durée de cotisation, baisse des pensions et introduction d'une nouvelle dose de capitalisation.

L'imposture démographique

Aujourd'hui, en France, la part des retraites dans le Revenu national brut (RNB) est de 12%. On nous annonce qu'en 2040, avec l'augmentation du nombre de retraités, cette part devrait atteindre 15 ou 18%. Bigre ! On oublie de nous dire qu'elle n'était que de 4% en 1960. Elle a donc triplé sans douleur pour l'économie en 40 ans. Cette augmentation des retraites, si elle fut financée par une augmentation de la productivité, s'inscrivait dans un mouvement de grignotage général des revenus du capital par les salaires (car les retraites, ce sont des salaires... socialisés). Mouvement qui s'est inversé depuis 20 ans.

Aujourd'hui, ce qui menace les retraites, ce n'est pas la démographie, c'est l'avidité des détenteurs du capital, c'est la faiblesse du mouvement social grâce auquel elles avaient été gagnées.

En construisant pierre après pierre (sous Balladur, Juppé, puis Jospin) un système de retraites par capitalisation, patrons et banquiers rêvent de mettre la main sur un formidable pactole - 168 milliards d'euros annuels - pour le jouer en bourse en notre nom.

Non à l'augmentation de la durée de cotisation !

Chirac et Jospin ont signé en mai dernier à Barcelone un engagement européen à l'allongement de 5 ans. Sachant que de plus en plus de salariés se retrouvent déjà en pré-retraite forcée ou au chômage sur leurs dernières années d'activité. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une diminution programmée des pensions versées, outre le fait que l'allongement de la durée d'activité est en elle-même une régression sociale majeure.

Les cotisations sociales ne sont pas des "charges" mais une part de notre salaire !

Le doctrine économiquement correcte appliquée par les gouvernements dans toute l'Europe, c'est celle de la « diminution des charges ». Droite et gauche sont d'accord pour mettre en oeuvre cet horizon indépassable de la pensée néolibérale.

Mais ce dont il s'agit, ce n'est ni plus ni moins qu'une brutale baisse des salaires et une mise en faillite des caisses de retraites. Car les "charges", ce sont nos salaires socialisés que doivent payer les détenteurs du capital. Elles ne devraient pas diminuer au profit des patrons, mais augmenter au profit de toutes et tous !

Non aux retraites par capitalisation !

Les retraites par répartition, socle de la solidarité intergénérationnelle, consistent à mettre en commun une partie des salaires pour payer les pensions de tou-te-s.

Avec les fonds de pension -quel que soit le nom adopté- les chantres du MEDEF proposent de confier des cotisations personnelles à une compagnie d'assurance (ou à notre propre employeur) qui les placera en bourse.

La capitalisation des retraites est dangereuse à plusieurs titres : totalement individuelle et inégalitaire, à la merci d'un crack boursier ou d'une faillite (Enron), concurrente du système par répartition car financée sur les salaires...

De plus, elle fait de chaque salarié son propre exploitateur.

Le système existant n'est pas exempt de critiques :

Il est profondément inégalitaire et de plus en plus de personnes doivent se contenter du minimum vieillesse. De plus, il est géré en cogestion par les syndicats et le patronat, même si ce dernier boude aujourd'hui. D'autre part, la plupart des bureaucraties syndicales participent déjà à la gestion des fonds de pension existants, qualifiés "d'éthiques", et revendiquent d'être associées aux fonds éventuellement créés.

Réformer les régimes existants ? Bien sûr ! Mais pour l'égalité économique et sociale !

Faire évoluer le système des retraites par répartition dans le sens d'une plus grande égalité, c'est possible. L'égalité que nous préconisons n'est certes pas compatible avec ce système économique et social, basé sur l'exploitation et la domination, mais sur un réel partage des richesses et l'autogestion. Pour autant, il nous faut utiliser chaque occasion pour nous en approcher : concernant les retraites, il est ainsi nécessaire et réaliste de relever le niveau des pensions les plus basses, de revenir à 37,5 annuités de cotisation maxi, de permettre une retraite complète dès l'âge de 60 ans...

ESCALADE DE LA RÉPRESSION

Lors du dernier numéro de *La Sociale*, nous évoquions la violence de la répression à l'égard des sans papiers qui était allée jusqu'à la mort à Roissy et dans le Calais. Le 18 janvier toujours à Roissy et toujours dans un avion d'Air France, la mort de Mariame Gettu Hagos, jeune Somalien de 24 ans, a alourdi cette liste tragique. Hélas, le peu d'échos de ces crimes laisse l'Etat libre de poursuivre dans cette voie ! Il peut s'attaquer frontalement au mouvement organisé des Sans Papier-e-s en France en général et à Lille en particulier.

Arrestations après des manifs

Mardi 14 janvier, manifestation contre les pratiques sécuritaires actuelles (LSI, Loi Perben) et passées (LSQ, Contrats Locaux de Sécurité). Lors de la dispersion, quatre sans papiers sont interpellés dont un menacé d'expulsion. Le lendemain, manifestation hebdomadaire du CSP59. La police boucle l'accès au métro République et déploie la BAC lors de la dispersion. Un manifestant échappe de peu à l'interpellation.

Jeudi 23, manifestation contre Air France, complice des expulsions musclées et désormais meurtrières. Une fois encore, pas le moindre incident de la part des manifestant-e-s. Pourtant, peu après la dispersion, la BAC entre en action : arrestations violentes, sans même le prétexte du contrôle d'identité, gazage de

manifestant-e-s venus aux nouvelles dont un représentant du CSP59. Roués de coups, deux des trois sans papiers interpellés sont ensuite relâchés dans les rues de Lille

Mater par la peur

En ne contrôlant même pas les papiers, seule justification légale à ces interventions, les flics dopés à la LSI ne cherchent qu'à terroriser les sans papier-e-s en lutte et à les renvoyer au silence de la clandestinité et de l'exploitation. Loin de simples dérives de flics exaltés, nous assistons bien à une stratégie de destruction d'une lutte. En effet, malgré les tirs groupés de la Chiraquie Raffarino Sarkozyenne contre les acquis sociaux, on ne peut que déplorer l'atonie du mouvement social. La droite peut achever tranquillement la casse sociale déjà largement entamée par la gauche. Ces derniers temps, presque seul-e-s, les sans papier-e-s menaient le combat contre la réaction sociale. En les attaquant frontalement, c'est l'ensemble du mouvement social que le gouvernement cherche à enterrer. Il est donc plus qu'urgent de reprendre le combat ! Le soutien à la lutte des sans papier-e-s est impératif, mais, comme ces dernier-e-s l'ont bien compris, c'est en ripostant à chaque offensive de l'Etat et des patrons que nous pourrons stopper la dégradation de nos conditions de vie et inverser la vapeur.



★ **Même battu, Mégret a gagné** les élections à Monbéliard : à l'initiative d'un conseiller municipal MNR, le maire UMP a fait retirer de la bibliothèque municipale *Le Monde libertaire*, *Courant alternatif* et *Ras l'Front*.

★ **Christian Sager**, militant anti-nucléaire est comparu le 30 janvier à Strasbourg, pour insulte et violence contre un agent de police, suite à une manifestation contre un convoi de déchets nucléaires au printemps. Le procès est reporté au 6 mars.



★ **ven. 7 fév.** : réunion du collectif anti-sécuritaire (auquel nous participons). 19h, à la MNE, 23 rue Gosselet à Lille.

★ **sam. 15 fév.** : manifestation internationale contre les préparatifs de guerre contre l'Irak. Pour un départ pour Paris en covoiturage avec nous : rendez-vous 10h, devant le CCL, 4, rue de Colmar à Lille. Contactez-nous (par mail, courrier, à la radio, lors de nos ventes du *Monde libertaire*...)

★ **sam. 22 fév.** : soirée de soutien à Christophe (cf notre n° précédent), taulard brimé parce qu'anarchiste. Organisé par le collectif La Brèche. 20h30 au CCL, 4, rue de Colmar à Lille.



QUI SOMMES-NOUS ?



La Fédération anarchiste compte en France et en Belgique plus de 80 groupes organisés ensemble sur la base du fédéralisme libertaire dans le strict respect de l'autonomie des groupes.

Ses groupes s'expriment dans son hebdomadaire (*Le Monde libertaire*), des livres et brochures (les *Editions du Monde libertaire*), et en région parisienne sur sa propre radio (*Radio Libertaire-89.4*) qui existe depuis plus de 20 ans.

Plus d'infos sur le site : www.federation-anarchiste.org.

Vous pouvez rencontrer le groupe de la métropole lilloise :

- chaque dimanche : de 12h à 13h vente du *Monde libertaire* au marché de Wazemmes (Lille) ; de 10h30 à 12h en alternance aux marchés de l'Épeule (Roubaix) et de Croix .
- mercredi : 13h-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.
- vendredi : 20h-21h, écoutez *La Voix sans Maître*, émission du groupe et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus-106,6.

Notre adresse : FA, c/o ALDIR, BP 79, 59370, Mons-en-Barœul.

Email : groupe-lille@federation-anarchiste.org.

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>.

Feuille d'information publiée par le Groupe de la Métropole lilloise de la FA. Envoi gratuit sur demande. Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien : 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.